EXPOSE SOMMAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 juin 2019

I/ AFFAIRES FINANCIERES

1) Evolution des tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) est issue de l'article 171 de la loi 2008 n° 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et codifiée dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT).

La TLPE s'applique aux supports publicitaires fixes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local. Elle est assise sur la superficie exploitée, hors encadrement, du support.

Les dispositifs publicitaires : tout support susceptible de contenir une publicité, comme les panneaux publicitaires par exemple.

La superficie imposable est celle du rectangle formé par les points extrêmes de l'inscription, forme ou image. L'encadrement n'est pas taxé.

Les supports sont taxés par face : un panneau publicitaire recto-verso sera taxé 2 fois et pour un panneau défilant il sera taxé en fonction du nombre d'affiches. Les modalités sont définies par le Règlement local de publicité intercommunal.

Sont exonérés :

- les supports exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles ;
- les supports ou parties de supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire ou imposés par une convention signée avec l'Etat ;
- les supports relatifs à la localisation de professions réglementées ;
- les supports exclusivement destinés à la signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité qui s'y exerce ou à un service qui y est proposé ;
- les supports ou parties de supports dédiés aux horaires ou aux moyens de paiement de l'activité, ou à ses tarifs, dès lors, dans ce dernier cas, que la superficie cumulée des supports ou parties de supports concernés est inférieure ou égale à un mètre carré.

La fixation des tarifs de la TLPE doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal avant le 1er juillet 2019 pour une application en 2020.

Il est proposé conformément à l'article L2333-10 du Code Général des Collectivités Territoriales d'appliquer la tarification majorée concernant les communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de plus de 50 000 habitants.

Tarifs des dispositifs publicitaires et préenseignes 2019 (applicable à partir du 1 janvier 2020) -tarifs majorés-

- 21.10 €/m² pour les supports non numériques dont la surface est inférieure ou égale à 50 m²
- 42.20 €/m² pour les supports non numériques dont la surface est supérieure à 50 m²
- 63.80 €/m² pour les supports numériques dont la surface est inférieure ou égale à 50 m²
- 127.60 €/m² pour les supports numériques dont la surface est supérieure à 50 m².

Résultat de clôture cumulé	5 312 449.53 €
Le résultat de clôture d'investissement	- 2 914 361.45 €
Le solde des restes à réaliser	<u>670 250.00 €</u>
	3 068 338.08 €

B- Prise en compte des dépenses et recettes supplémentaires au titre du budget 2019

(Voir tableau joint en annexe)

Le conseil municipal :

- Décide d'intégrer les résultats et les reports de l'exercice 2018 comme indiqué ci-dessus à l'occasion de cette décision modificative
- Décide les modifications de crédits du budget 2019 en dépenses et en recettes indiquées dans le tableau joint en annexe de la présente.
- Fonctionnement 306 900 € de nouveaux crédits
- Investissement 8 154 110 € dont 66 000 € de crédits nouveaux

Point adopté par 27 voix pour et 5 abstentions

3) Admission en non-valeur

La trésorerie nous a transmis un état de 93 titres émis entre 1999 (pour un titre) et 2017 dont les montants n'ont pas pu être recouverts pour une somme totale de 17 102.46 €.

Il s'agit de :

- 38 titres d'un montant inférieur à 30 € (inférieur seuil de poursuite)
et
- 55 titres pour des effacements de dettes suite à surendettement et clôture pour insuffisance d'actif

Il est donc proposé de constater l'impossibilité de recouvrer ces créances et de les admettre en non-valeur.

(La liste des débiteurs est tenue à la disposition des conseillers).

L'admission en non-valeur entraîne l'émission d'un mandat au compte 6541.

Le conseil municipal

Vu la liste de propositions d'admission en non-valeur transmise par la trésorerie

- décide d'admettre en non-valeur la somme de 17 102.46 € relative à des titres émis entre 1999 et 2017.

Point adopté à l'unanimité

4) Garantie d'emprunt et subvention pour travaux résidence du Landsberg

L'association ARPALÉ (association Résidence pour Personnes Agées de Lingolsheim et Environs) a lancé des travaux de rénovation complète des 60 studios de la résidence du Landsberg. Les travaux se montent à un total de 2 026 593.54 € TTC. Elle a pu bénéficier d'un financement de l'AG2R à hauteur de 132 000 € qui représente une réservation de 6 logements pour leurs adhérents et 22 000 € de

l'IRCEM pour un logement. Elle a mobilisé l'aide de la CARSAT qui lui a attribué une subvention de 372 656 € et un prêt sans intérêt de 667 969 €. Il reste 608 000 € à financer. L'association a négocié auprès de la CMDP en fonction de ses capacités de remboursement un emprunt de 223 250 € sur 20 années au taux de 1.7 %.

L'association souhaite limiter l'impact de ces travaux sur la redevance locative des résidents à un maximum de 50 € par mois et a donc sollicité l'aide de la ville pour le solde du plan de financement de 100 000€. La ville est par ailleurs amenée à donner sa garantie d'emprunt.

Le conseil municipal

Vu les travaux de rénovation engagés sur les 60 studios de la résidence du Landsberg pour un montant de 2 026 593.54 €

Vu l'article 2298 du Code Civil

Vu les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le plan de financement établi pour la réalisation de ces travaux

Vu le contrat de prêt n° 2000000000371983 contractualisé entre l'ARPALE et la CMDP

- Décide d'attribuer une subvention de 100 000 €.
- accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°2000000000371983 souscrit par l'emprunteur auprès de la CMDP, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe faisant partie intégrante de la délibération.
 - o la garantie est apportée aux conditions suivantes :
- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

Point adopté à l'unanimité

5) Subventions sociales 2019

Comme tous les ans, il est proposé d'attribuer des subventions à des organismes œuvrant dans le social dans le cadre de l'enveloppe de 3 100 € votée au budget 2019 article 6574-520.

Il est proposé au vu des premières demandes reçues d'attribuer les subventions suivantes :

o A.R.A.H.M.	500 €
o Travail et Espérance	300 €
o Caritas	300 €
o Banque Alimentaire	400 €
o CASCAD	200 €
o L'Alsace contre le cancer	200 €
o Jeunesse au Plein air	200 €

○ SOS femmes solidarité	300 €
○ Lire et faire lire	300 €
○ GAIA	200 €
○ JAMALV	200 €

Le conseil municipal :

Décide d'attribuer les subventions suivantes :

○ A.R.A.H.M.	500 €
○ Travail et Espérance	300 €
○ Caritas	300 €
○ Banque Alimentaire	400 €
○ CASCAD	200 €
○ L'Alsace contre le cancer	200 €
○ Jeunesse au Plein air	200 €
○ SOS femmes solidarité	300 €
○ Lire et faire lire	300 €
○ GAIA	200 €
○ JAMALV	<u>200 €</u>
	3 100 €

Point adopté à l'unanimité

6) Participation aux travaux de rénovation de l'éclairage de l'église St Jean Baptiste

La paroisse St Jean Baptiste sollicite la ville pour une participation financière aux travaux de rénovation de l'éclairage de l'église. Il est proposé de passer à un éclairage LED dans un souci d'économie d'énergie. Le devis présenté se monte à 15 169.13 € TTC. Il est proposé de participer à hauteur de 22 % soit 3337.20 €.

Le conseil municipal

- Décide de verser à la paroisse St Jean Baptiste une participation de 22 % pour les travaux de rénovation de l'éclairage de l'église St Jean Baptiste dans la limite de 3337.20 € sur présentation des factures acquittées.

Point adopté à l'unanimité

7) SPL Illiade – convention pour un partenariat avec la ville pour l'accueil des élèves des écoles maternelles pour la rentrée prochaine

La Maison des Arts à travers la SPL Illiade propose d'ouvrir 2 nouvelles activités à la prochaine rentrée en direction du public le plus jeune. C'est ainsi que sera lancé dans le cadre du cursus d'éveil musical un parcours instrumental qui permettra aux élèves de découvrir et de manipuler sur une saison plusieurs instruments. Cette activité sera pour la première année prise en charge par la SPL sans frais supplémentaire immédiat pour la ville à titre de test. Le tarif pour une année a été fixée après discussion en commission d'animation du 03 avril 2019 à 110 € pour l'ensemble des cours d'éveil musical.

Il est proposé une deuxième intervention qui touchera l'ensemble des élèves des grandes sections de maternelles. Chaque classe viendra à la Maison des Arts sur le temps scolaire, une heure par semaine

sur un trimestre pour découvrir les différentes disciplines proposées : danse, musique, arts plastiques. Ces séances se dérouleront du 7 octobre au 5 juin. On évalue le nombre d'enfants concerné à 270 pour la prochaine année scolaire. Le coût total de ce projet se monte à 22 000 € TTC dont 4000 € de transport pris directement en charge par la Ville. Il est donc proposé pour la mise en œuvre de ce projet de signer avec la SPL une convention et d'abonder une participation supplémentaire à la redevance de 18 000€.

Ces deux projets ont été soumis à la commission animation du 03 avril 2019.

Le conseil municipal

Considérant l'objectif de développement des activités de la Maison des Arts porté par la SPL Illiade

Vu les nouvelles activités proposées pour la prochaine rentrée et notamment le projet de pépinière avec les élèves de grande section des écoles maternelles

- Approuve la convention proposée entre la SPL et la Ville de Lingolsheim
- Décide une participation financière complémentaire de 18 000 €
- Charge M. le Maire ou son représentant de signer cette convention au nom de la ville

Point adopté à l'unanimité

8) Extension du nombre de places d'accueils au sein des « Petits Jardins »

Le multi accueil « les petits jardins » situé au sein de la Maison de l'Enfance compte aujourd'hui 60 places.

La population de Lingolsheim augmente (+5,37% entre 2014 et 2016) et les services municipaux doivent s'adapter. Le nombre de demandes de places en crèche augmente chaque année.

Avec deux structures d'accueil d'une capacité totale de 149 places, dont 9 places en accueil d'urgence, la Ville a pu répondre jusqu'à maintenant à la demande mais il devient nécessaire d'anticiper les besoins futurs.

Il est proposé au conseil municipal d'augmenter la capacité des Petits Jardins de 20 places supplémentaires pour un atteindre 80 places d'accueil, cela représente une augmentation de plus de 15% de nos capacités d'accueil en Petite Enfance.

Pour ce faire, le Pôle Petite Enfance récupérera les locaux du 1^{er} étage de la Maison de l'Enfance sis au 104 rue du maréchal Foch laissés vacant suite au transfert de l'accueil de loisirs maternels vers l'école Elias Canetti.

Le conseil municipal

- Décide la création de 20 places d'accueil supplémentaires au sein de la structure « Les petits jardins »
- Charge M. le Maire de solliciter les participations financières notamment auprès de la Caisse d'Allocations Familiales.

Point adopté à l'unanimité

9) Travaux de rénovation du hall Joffre Lefebvre et de la piste d'athlétisme – convention partenariale et convention d'utilisation des installations sportives dans le cadre du financement par le Conseil Départemental

Le Conseil Départemental dans sa séance du 06 mai 2019 a voté une participation financière pour les travaux de rénovation du hall Joffre Lefebvre et de la piste d'athlétisme de 1 125 000 €. Le Conseil Départemental propose dans le cadre des engagements réciproques, la signature d'une convention d'utilisation des installations et la convention partenariale entre la ville, le collège Galilée et le Département. Pour la convention d'utilisation (jointe en annexe) la ville accepte l'utilisation des équipements par le collège Galilée pendant 8 ans gratuitement et ensuite, à partir de la rentrée 2027/2028 sur la base d'un tarif fixé entre 10.70 € et 13.70€ en fonction de l'équipement. Par ailleurs, dans la convention partenariale (jointe en annexe), il est précisé que la ville prend en charge l'acquisition du gros matériel nécessaire pour le collège Galilée dont le montant est estimé à 5100 €. Ce matériel sera mutualisé avec les autres utilisateurs des équipements.

Le conseil municipal

Considérant la subvention attribuée par le Conseil Départemental pour la rénovation du hall Joffre Lefebvre

Considérant qu'en contrepartie le Conseil Départemental demande des engagements de la ville précisés dans la convention d'utilisation et la convention partenariale

- Approuve les deux conventions proposées par le Département
- Charge M. le Maire ou son représentant de signer les conventions au nom de la Ville.

Point adopté à l'unanimité

II/ POLE ENFANCE

1) Mise en œuvre d'un dispositif de soutien scolaire en partenariat avec l'Education Nationale

La réussite scolaire des élèves de Lingolsheim a toujours été une priorité de la municipalité.

Pour la rentrée scolaire 2019, une réflexion a été menée avec les services de l'Education Nationale pour créer un dispositif innovant visant à renforcer les apprentissages fondamentaux des élèves en difficulté tout en développant le lien entre l'école, les familles et le Pôle Enfance de la Ville.

Il est proposé de mettre en place des séances de soutien scolaire d'1 heure 30 le mercredi matin.

Ces séances seront composés d'environ 8 enfants et seront assurées par des enseignants volontaires rémunérés par la Ville.

Le dispositif repose sur le triple engagement de la Ville, de l'Education Nationale et des familles.

La Ville s'engage à rémunérer les enseignants volontaires, à mettre à disposition les locaux et à suivre administrativement les familles.

L'Education Nationale s'engage à identifier les élèves susceptibles de bénéficier de ce dispositif, à suivre les progrès des élèves, à faire des propositions de constitution des groupes, à informer les familles sur l'organisation pratique et à assurer la communication entre enseignant de l'élève et enseignant effectuant le soutien.

Les parents et les enfants s'engagent à être assidus.

Le dispositif vise dans un premier temps la prise en charge de 120 élèves par semaine, 30 mercredis matins dans l'année.

Le coût de ce dispositif gratuit pour les familles est évalué à 26000 euros pour une année scolaire. Ce coût représente le coût de rémunération des enseignants volontaires.

Un bilan sera fait avec l'Education Nationale à l'issue du premier trimestre de l'année scolaire 2019/2020.

Le conseil municipal

- adopte la mise en œuvre de cours de soutien scolaire à destination des élèves des écoles de Lingolsheim selon les modalités décrites ci-avant.

Point adopté à l'unanimité

III/ PROJET DE RENOVATION URBAINE

1) Clôture de la concession d'aménagement rue du Lac

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain qui a fait l'objet d'une convention signée le 22 octobre 2007, la Ville de Lingolsheim a développé un projet d'urbanisation du secteur de la rue du Lac.

Dans l'objectif de gagner du temps et en opérant en temps masqué, la Ville a lancé une consultation d'aménageur le 2 mai 2007. Ces deux actes ont permis à la collectivité de concéder la réalisation de cette opération à la société Nexity Foncier Conseil par délibération du 19 novembre 2007.

L'objectif de cette concession était de procéder à une opération d'urbanisation inscrite dans le POS de la Ville de Lingolsheim. Le rapport entre cette opération d'urbanisation et le projet de rénovation urbaine tenait dans l'objectif d'y réaliser au moins 80 logements sociaux afin de compenser partiellement les démolitions de logements sociaux consenties dans le quartier des Hirondelles dans le cadre de la convention de rénovation urbaine. La collectivité permettait ainsi à des habitants délogés de rester à Lingolsheim lorsqu'ils le souhaitaient.

A cet effet, la Ville de Lingolsheim et Nexity Foncier Conseil ont signé un contrat de concession en date du 15 février 2008. L'opération d'aménagement a été livrée et inaugurée en mai 2013 et les voiries et espaces publics ont été intégrés au domaine public par délibération de l'Eurométropole en date du 22 mars 2018.

En outre, la société Nexity Foncier Conseil a émis le 5 juillet 2018 un bilan clos de l'opération pour faire suite à l'intégration des espaces publics dans le domaine public de la collectivité. Les différentes étapes de la vie de la concession ont été les suivantes :

- novembre 2007 Désignation de Nexity Foncier Conseil, aménageur
- février 2008 Signature du traité de concession d'aménagement
- mars 2008 Notification des marchés des prestataires (BET, Géomètre, Géotechnicien, Paysagiste)
- octobre 2008 Enquête publique de révision simplifiée du POS
- août 2009 Obtention du permis d'aménager
- novembre 2009 Démarrage des travaux de viabilité
- septembre 2010 Démarrage des travaux de construction des logements
- décembre 2011 Livraison des premiers logements
- mai 2012 Démarrage des travaux de viabilité définitifs
- avril 2013 Achèvement des travaux de viabilité définitifs
- mai 2013 Inauguration du quartier avec les riverains

La société Nexity Foncier Conseil s'est soumise chaque année au contrôle de la concession par la collectivité en livrant un Compte-Rendu annuel d'Activité au Concédant (CRAC). Chaque nouveau CRAC annuel a été aggloméré au précédent permettant de suivre l'évolution financière de la concession.

Ces comptes rendus ont permis de constater que l'opération d'aménagement en tant que telle était close au 31 décembre 2012, soit avant le terme des six années de la concession. Toutes les opérations antérieures à cette date portaient sur des opérations de correction ou d'amélioration des installations consenties.

En particulier, les acquisitions foncières pour la réalisation de l'opération étaient achevées le 31 décembre 2010. Toutes les cessions foncières étaient réalisées le 31 décembre 2012.

Conformément aux engagements pris par la société Nexity Foncier Conseil, les terrains qui appartenaient à la commune et à l'Eurométropole leur ont été achetés sur la base d'une évaluation de France Domaine et par délibération du 23 novembre 2009.

Le risque financier a été entièrement pris par le concessionnaire.

Le concessionnaire a fait son affaire de sa rémunération.

Les légers écarts financiers constatés au bilan ne remettent pas la validité de l'exécution de la concession. En outre, ils apparaissent à la charge du concessionnaire conformément aux termes de la concession d'aménagement. Par ailleurs, la collectivité constate que l'opération a atteint son équilibre.

En outre, le concessionnaire a respecté ses engagements environnementaux en créant notamment :

- une chaufferie urbaine desservant tous les lots de l'opération et alimenté par énergie renouvelable, basé sur un système de pompe à chaleur ;
- un système de noues aériennes destiné à gérer les eaux de pluie collectées dans ce quartier en surface et par restitution au sol ;
- plusieurs promoteurs dont CUS Habitat et Habitation Moderne, en particulier, ont réalisé des programmes répondant aux normes des Bâtiments Basses Consommations en développant notamment un apport calorifique pour l'eau chaude sanitaire par panneaux solaires disposés en toiture végétalisées ;
- dans le respect des milieux naturels avoisinants, notamment le lit de la Bruche proche, l'aménageur a procédé exclusivement à la plantation de végétaux anthropiques de la région.

Le conseil municipal

sur la base des documents joints, - compte-rendu d'activité au concédant clos à la date du 5 juillet 2018 et tableau financier idoine-

- constate et approuve la clôture de la concession de la rue du Lac.

Point adopté à l'unanimité

2) NPNRU – Signature de la convention avec l'ANRU

La présente délibération a pour objet de valider la convention du Nouveau programme national de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période 2016-2024.

Ce nouveau programme s'inscrit dans la continuité du premier programme mené sur la période 2005-2019 sur les communes de Strasbourg et Lingolsheim.

La loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 21 février 2014, dite loi LAMY, a engagé une réforme globale de la Politique de la ville :

- elle a réformé la géographie prioritaire, inchangée depuis 1996, en définissant les nouveaux Quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) ;
- elle a mis en place un nouveau cadre contractuel unique, le Contrat de Ville, mis en œuvre à l'échelle intercommunale sous le pilotage des EPCI, pour une durée de 6 ans.

Dans ce contexte, le Contrat de Ville de l'Eurométropole a été signé le 10 juillet 2015 pour la période 2015-2020. Ce contrat unique fixe le cadre général de l'intervention de la collectivité et de ses partenaires pour développer un projet de territoire en faveur de l'égalité sociale et urbaine. Il est mis en œuvre sur un périmètre renouvelé de géographie prioritaire qui compte 18 QPV répartis sur les communes de Strasbourg, Bischheim, Schiltigheim, Lingolsheim et Illkirch-Graffenstaden.

Il repose sur trois piliers : la cohésion sociale, le développement économique et l'emploi, le cadre de vie et le renouvellement urbain.

Le NPNRU de l'Eurométropole de Strasbourg est l'un des leviers principaux pour atteindre les objectifs du Contrat de Ville dans les territoires retenus par l'ANRU. Il s'inscrit dans le volet « cadre de vie et renouvellement urbain » du Contrat de Ville et s'articule étroitement avec les volets « développement économique » et « cohésion sociale » ; il constitue un élément essentiel de la politique d'attractivité résidentielle mise en place par la collectivité depuis 2008.

Le NPNRU a été élaboré dans le cadre d'un protocole de préfiguration et délibéré le 24 mars 2016. Il a permis d'approfondir les orientations du Contrat de Ville, de traduire les objectifs dans un programme d'opérations et de préparer la mise en œuvre opérationnelle. Il a constitué la phase préalable d'élaboration des projets à travers un programme d'études et de concertation des habitants.

Cette phase a permis d'aboutir à la présente convention pour une mise en œuvre qui verra s'achever les dernières opérations en 2030.

Le périmètre du NPNRU

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le NPNRU concerne :

- 3 territoires d'intérêt national, bénéficiant de Projets de renouvellement d'intérêt national (PRIN) :
 - le QPV Neuhof-Meinau à Strasbourg (15 700 habitants) ;
 - le QPV Hautepierre à Strasbourg (13 620 habitants) ;
 - le QPV Quartiers Ouest à Schiltigheim-Bischheim (6 050 habitants) ;
- 4 territoires d'intérêt régional, bénéficiant de Projets de renouvellement d'intérêt régional (PRIR) :
 - le QPV Elsau à Strasbourg (4 820 habitants) – territoire signalé par l'ANRU ;
 - le QPV Cronembourg à Strasbourg (8 030 habitants) ;
 - le QPV Lingolsheim à Lingolsheim (2 470 habitants) ;
 - le QPV Libermann à Illkirch-Graffenstaden (2 410 habitants).

Ces 7 QPV couvrent 8 territoires (avec le QPV Neuhof-Meinau comme périmètre unique de projet pour 2 territoires) et comptent près de 53 400 habitants, soit 11% de la population totale de l'agglomération et 69% de la population totale des 18 QPV de l'Eurométropole de Strasbourg.

Stratégie et élaboration du NPNRU, concertation

Par son ampleur territoriale, la population touchée, les moyens financiers et humains mobilisés, le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par l'Eurométropole de Strasbourg. Il propose de **renouveler le regard sur les quartiers prioritaires** et de concevoir des projets urbains contribuant à la valorisation de territoires en QPV et à la réduction des écarts sociaux.

A l'appui de l'expérience du premier programme de rénovation urbaine, le NPNRU croise des politiques publiques structurelles et des projets de territoires en se déployant à différentes échelles.

Il s'est élaboré à partir d'études financées dans le cadre du protocole de préfiguration, menées entre septembre 2016 et février 2018.

Les études menées ont permis de préciser les stratégies d'ensemble et de les décliner dans les QPV :

- 5 études thématiques (marché immobilier, copropriétés dégradées, occupation du parc social (pilotage AREAL), transition énergétique, commerces et services ;
- une étude de cadrage urbain et de programmation menée sur chacun des territoires.

Cette phase d'études a permis de préciser les orientations urbaines et de définir le cadre des projets urbains. Les études thématiques et territoriales ont été menées en parallèle afin de croiser les préconisations pour nourrir les études urbaines menées dans chaque territoire.

Les études du protocole et les dispositifs de concertation mis en œuvre ont ainsi permis d'assurer la mobilisation des partenaires tout au long de la démarche grâce à l'association étroite des maîtres d'ouvrages, financeurs, forces vives et habitants.

Ainsi les résultats des études ont été partagés au fur et à mesure au sein d'instances dédiées : ateliers territoriaux et thématiques ou comités techniques, séminaires d'études au cours desquels les participants ont pu contribuer à la définition des projets.

Ces études ont permis également d'alimenter les démarches de concertation entre avril et septembre 2017 sur l'ensemble des quartiers concernés.

Au total, près de 1 800 personnes ont été rencontrées sur l'ensemble des 7 QPV, à travers :

- 23 temps de travail avec les conseils citoyens ayant abouti à la formalisation d'avis annexés à la délibération ;
- plus de 30 rencontres en pieds d'immeubles ;
- 5 réunions publiques ;
- 2 comités techniques et 2 ateliers territoriaux de partenaires (ATP) pour associer les partenaires ;
- 10 balades urbaines et 2 visites de quartiers ayant bénéficié de renouvellement urbain pour certains Conseils citoyens de quartier entrants dans le dispositif ANRU ;
- des rencontres avec le public à l'occasion de temps forts organisés dans les quartiers (Fête du parc Schulmeister, Festival Voix publique, Fête du PNU, Journée de l'environnement)...

Ce travail de mobilisation a été l'occasion de confirmer les enjeux et les besoins identifiés dans le protocole de préfiguration. Il a permis de :

- partager un bilan des actions et des opérations déjà menées dans les territoires qui ont bénéficié du PNRU ;
- recueillir les besoins et les attentes des habitants des secteurs concernés par la perspective du NPNRU ;
- identifier des pistes de travail auprès des habitants et des usagers du quartier mais aussi auprès des acteurs locaux engagés (collectifs d'habitants, associations, Conseils de quartier, Conseils citoyens...).

Par ailleurs, une concertation réglementaire a été initiée par délibération du 25 janvier 2019. Elle a fait l'objet d'un bilan présenté dans la délibération « NPNRU – Bilan de la concertation préalable » au

conseil du 28 juin 2019. Cette concertation n'a pas été menée à Lingolsheim considérant que le PRU qui la concerne est en phase d'achèvement.

La conception des projets urbains

Les projets de renouvellement urbain des 7 quartiers du NPNRU ont été élaborés dans le cadre des études du protocole entre septembre 2016 et février 2018. L'atelier Albert AMAR a été en charge d'animer un groupement dont la mission a permis d'élaborer des stratégies de territoires à différentes échelles et de fixer les principes de développement et de recomposition pour chaque territoire.

A partir de septembre 2017, ce travail a été approfondi par 5 équipes d'architectes-urbanistes en charge d'élaborer les plans-guides, de définir les conditions de faisabilité et de contribuer à l'évaluation financière des projets urbains :

- Meinau-Neuhof : Intensités et Eliane Houillon ;
- HautePierre : Atelier Marion Talagrand ;
- Quartiers ouest-Ecrivains : Atelier Marion Talagrand ;
- Elsau : Ateliers Lion et Jérôme Villemard ;
- Libermann : Urbitat.

Le contenu du PRIR de Lingolsheim

Pour les PRIR de Lingolsheim et de Cronembourg dont le programme d'intervention vise l'achèvement des actions menées dans l'ANRU I, les projets seront élaborés et suivis par le service Aménagement du territoire et Projets urbains de l'Eurométropole de Strasbourg déjà en charge de ces projets depuis 2004.

La programmation du PRIR de Lingolsheim pour les années à venir et en vue de son achèvement porte sur :

- la démolition de 148 logements sociaux par CUS Habitat (12, 14 Rue du Général de Gaulle), tenant compte du fait que les relogements ont été achevés en 2018 dans le cadre du premier projet de rénovation urbaine ;

- la reconstitution de ces 148 logements sociaux à l'échelle de l'Eurométropole.

- la cession réglementaire de droits à construire à Action Logement pour environ 900 m², soit 11 logements qui seront reconstitués sur les autres PRU de l'agglomération, tenant compte du fait que ce programme n'atteint pas la taille critique qui permettrait d'en faire un projet immobilier à part entière et que les disponibilités foncières sur le QPV de Lingolsheim ne sont pas suffisantes pour y développer un programme plus important.

- la réalisation de deux voies : la rue Pflimlin qui va relier, parallèlement à la rue Jean Monet, la rue du Général de Gaulle à la rue Konrad Adenauer et le cheminement appelé provisoirement « des Prés » qui va relier la rue Konrad Adenauer à la rue des Prés par un cheminement réservé aux modes doux.

Il est à noter que ces deux projets figurent au PLU sous forme d'emplacements réservés et qu'ils sont projetés depuis sa genèse dans le plan-guide du PRU de Lingolsheim.

Ces deux voies seront réalisées par l'Eurométropole à l'achèvement des futurs programmes immobiliers qui les borderont, soit d'ici 2024. L'intervention de la Ville de Lingolsheim dans ces opérations portera uniquement sur l'éclairage public, compétence de la collectivité dans ce domaine.

Ces dépenses en éclairage public seront soumises le moment venu au conseil dans le cadre de délibérations ultérieures dédiées.

Il convient de rappeler que l'ensemble des équipements publics de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg contribuant à l'amélioration des services à la population et à l'attractivité du quartier ont été réalisés dans la première phase de rénovation urbaine. Il s'agit, pour mémoire, des opérations suivantes :

- le prolongement de la ligne B du tramway jusqu'à Lingolsheim
- l'éclairage public des toutes les voies du quartier
- la requalification de la Résidence Landsberg pour personnes âgées gérée par l'ARPALE
- la restructuration du groupe scolaire Elias Canetti
- la restructuration l'Albatros qui accueille le centre social et culturel
- la création d'un nouveau gymnase attenant au groupe scolaire
- la création du square Europa situé entre le groupe scolaire et la rue du Général de Gaulle.

La Ville a par ailleurs gouverné au développement de deux lotissements pour permettre notamment de redéployer du logement social neuf à Lingolsheim, rue du Lac et sur les anciennes Tanneries.

Lors de la réunion de son Comité National d'Engagement qui s'est tenue en son siège le 28 mars dernier, l'ANRU a décidé, à l'instar du premier programme de rénovation urbaine de Lingolsheim, de cofinancer exclusivement les opérations portant sur le logement social.

En ce qui concerne cette ultime phase de renouvellement urbain à Lingolsheim, il s'agit de la démolition de la tour sise au 12 et 14 de la rue du Général de Gaulle et de la reconstitution d'une partie des 148 logements ainsi démolis, soit 60% de ces logements qui relèveront du dispositif PLAI.

La convention NPNRU et sa mise en œuvre

Le projet de convention annexé à la présente délibération sera signé par l'ANRU, l'Eurométropole de Strasbourg, les communes concernées et l'ensemble des maîtres d'ouvrages et engage chaque partenaire à la réalisation des projets inscrits.

La convention précise l'ensemble des opérations participant du renouvellement urbain, avec ou sans financement de l'ANRU.

La signature de la convention pluriannuelle avec l'ANRU est envisagée d'ici fin 2019, après délibération de l'ensemble des maîtres d'ouvrages et financeurs concernés.

De premières opérations, bénéficiant d'une autorisation de démarrage anticipée, pourront être engagées dès l'année 2019.

L'engagement physique et financier des dernières opérations devra intervenir avant le 31 décembre 2024, date d'échéance actuelle du NPNRU selon les dispositions de la loi LAMY.

La convention pourra faire l'objet d'avenants, permettant d'adapter des projets déjà identifiés ou d'ajouter de nouvelles opérations à l'ambition du projet initial.

Le conseil municipal

Vu la convention de rénovation urbaine de Lingolsheim, signée le 22 octobre 2007,

Vu la décision du Comité d'engagement national de l'ANRU du 28 mars 2018,

Vu la convention cadre du Contrat de Ville 2015-2020 de l'Eurométropole, signée le 10 juillet 2015

- approuve

le projet de convention du nouveau programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg, tel que joint en annexe dans la limite de modifications mineures n'entraînant pas de dépenses supplémentaires, qui sont portées à connaissance du Conseil le cas échéant

- autorise

le Maire ou son représentant,

- à signer pour la ville de Lingolsheim la convention de renouvellement urbain 2016-2024
- à signer tous les documents et conventions relatifs à sa mise en œuvre et les avenants afférents ;
- à lancer toutes les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés ainsi que tous les actes en résultant.

Point adopté à l'unanimité

IV/ INTERCOMMUNALITE

1) Avis sur l'acquisition par l'Eurométropole du 42 rue de Graffenstaden suite à la procédure d'expropriation.

Par délibération du 29 janvier 2016, le Bureau de l'Eurométropole a approuvé les travaux d'aménagement du tronçon de la rue de Graffenstaden à Lingolsheim compris entre la rue Alfred Kastler et la rue de la Chapelle, ainsi que l'acquisition par voie amiable et au besoin par voie d'expropriation, au prix de 130 000 € à majorer d'une indemnité de remploi en cas de déclaration d'utilité publique de l'opération, de l'immeuble situé au 42 rue de Graffenstaden et cadastré sur la commune de Lingolsheim section 18 n°159/43 de 2,47 ares et section 18 n°40 de 1,50 are, propriété de Madame Anne SZEKELY née SCHULER.

Les négociations amiables avec la propriétaire ayant échoué, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé la procédure d'expropriation qui a conduit au transfert de propriété des biens impactés par l'opération de voirie projetée au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, par ordonnance prononcée par la juridiction de l'expropriation en date du 19 décembre 2018.

Dans l'intervalle, Madame SZEKELY a fait connaître à l'Eurométropole de Strasbourg qu'une opportunité d'acquisition d'un appartement s'était présentée à elle et qu'elle serait ainsi disposée à accepter l'offre d'indemnisation de ses biens proposée par l'Eurométropole de Strasbourg au montant entre-temps réévalué par France Domaine de 151 700 € (indemnité de remploi comprise).

Cette indemnisation permettrait une libération des lieux et une réalisation de l'opération de voirie dans les meilleurs délais.

Madame SZEKELY souhaite toutefois que puissent lui être versées à ce titre des indemnités accessoires pour un montant total de 8 854 € destinées à couvrir les préjudices suivants :

- le déménagement évalué selon devis au montant de 3 854 € ;
- les recherches d'appartement pour relogement et le déplacement en l'absence de propositions de relogement, estimés à 5 000 €.

Il est par conséquent proposé au conseil de donner un avis favorable au versement par l'Eurométropole à Madame Anne SZEKELY de l'indemnité de dépossession de ses biens immobiliers pour un montant de 151 700 € (indemnité de remploi comprise), ainsi que le paiement d'indemnités accessoires à hauteur de 8 854 € destinées à couvrir les préjudices susvisés.

Le conseil municipal

- Donne un avis favorable à la transaction proposée par l'Eurométropole pour l'acquisition du 42 rue de Graffenstaden en vue de l'aménagement complet de la voirie.

- Demande la démolition du bâtiment, une fois libéré, dans les plus brefs délais afin de prévenir les occupations illégales et les dégradations.

Point adopté à l'unanimité

2) Cession de terrain à l'Eurométropole pour l'extension du parking tram

Dans le cadre de l'extension et du réaménagement du parking des Alouettes à LINGOLSHEIM, l'Eurométropole va engager les travaux à l'automne 2019. En vue de la réalisation de ce projet, l'Eurométropole doit s'assurer la maîtrise foncière de l'emprise nécessaire à l'extension. Une partie de ce foncier est déjà propriété de l'Eurométropole. Le reste des parcelles est propriété respectivement de Mme Anne-Marie WEISLINGER pour 25,77 ares, et de la Commune de LINGOLSHEIM pour 7,08 ares.

Il a été convenu de la vente de ces parcelles, situées en zone UE1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, au prix de 7.500 € l'are, conformément à l'estimation de France Domaines.

En vue des transferts de propriété à intervenir, la Commune de Lingolsheim doit délibérer, afin de donner son avis favorable aux transactions à intervenir, et également approuver la cession la concernant.

Le conseil municipal

Vu l'avis de France Domaines en date du 12 décembre 2018

1) Donne un avis favorable, conformément à l'article L 5211-57 du CGCT, à :

- L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, pour l'extension du parking des Alouettes à LINGOLSHEIM, des parcelles propriété de la Commune de LINGOLSHEIM cadastrées :

Commune de LINGOLSHEIM
Section 16 n°679/149 de 0,01 are
Section 16 n°680/149 de 7,07 ares,
Soit une surface totale de 7,08 ares

Moyennant le prix de vente de cinquante-trois mille cents Euros (53.100,00 €), hors frais éventuels en sus, soit 7.500 € l'are conformément à l'estimation de France Domaines. Les parcelles sont situées en zone UE1 du Plan Local d'urbanisme intercommunal, et sont grevées des emplacements réservés LIN 39 et LIN 40.

- L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, pour l'extension du parking des Alouettes à LINGOLSHEIM, des parcelles propriété de Madame WEISLINGER (née SIEGEL) Anne-Marie, cadastrée :

Commune de LINGOLSHEIM
Section 16 n°671/146 de 1,03 are
Section 16 n°672/146 de 13,79 ares
Section 16 n°685/154 de 0,35 are
Section 16 n°686/154 de 3,90 ares
Section 16 n°795/146 de 6,34 ares
Section 16 n°797/154 de 0,36 are
Soit une surface totale de 25,77 ares.

Moyennant le prix de vente de cent quatre-vingt-treize mille deux cent soixante-quinze euros (193.275,00 €), hors frais éventuels en sus, soit un prix de 7.500 € l'are conformément à l'estimation de France Domaine. Les parcelles sont situées en zone UE1 du Plan Local d'urbanisme intercommunal

et sont grevées des emplacements réservés LIN 39 et LIN 40 en vue de la réalisation des travaux d'extension du parking.

2) Approuve

- La cession par la Commune de LINGOLSHEIM à l'Eurométropole de Strasbourg, en vue de l'extension du Parking des Alouettes, les parcelles suivantes cadastrées :

Commune de LINGOLSHEIM
Section 16 n°679/149 de 0,01 are
Section 16 n°680/149 de 7,07 ares,
Soit une surface totale de 7,08 ares

Moyennant le prix de vente de cinquante-trois mille cents Euros (53.100,00 €), hors frais éventuels en sus, soit 7.500 € l'are conformément à l'estimation de France Domaines. Les parcelles sont situées en zone UE1 du Plan Local d'urbanisme intercommunal et sont grevées des emplacements réservés LIN39 et LIN40 en vue de la réalisation des travaux d'extension du parking.

Point adopté à l'unanimité

3) Avis sur l'acquisition de terrain par l'Eurométropole pour la restructuration du parking centre

En vue du réaménagement de la rue de l'Ecole et du parking attenant à Lingolsheim, l'Eurométropole de Strasbourg doit s'assurer la maîtrise foncière des emprises concernées. En effet, une partie de l'emprise est propriété de la Fabrique d'Eglise-Saint-Jean-Baptiste, et l'autre est propriété du Cercle Culturel Sportif et Social (Foyer Saint Joseph) de Lingolsheim.

Les parcelles concernées constituent actuellement la rue de l'Ecole ainsi qu'un parking attenant, et sont respectivement classées en zone UB3 et UB4 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Les cessions à intervenir seront régularisées moyennant le prix de 1 Euro symbolique chacune.

Le conseil municipal :

1) Conformément à l'article L 5211-57 du CGCT, donne un avis favorable :

- à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles propriété du Cercle Culturel Sportif et Social, cadastrées :

Commune de LINGOLSHEIM
Section 7 n°(2)/57 de 4,90 ares
Section 7 n°242/58 de 11,97 ares,
Moyennant le prix de UN Euro (1,00 €) symbolique

- à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles propriété de la Fabrique d'Eglise-Saint-Jean-Baptiste, provisoirement cadastrées :

Commune de LINGOLSHEIM
Section 7 n°(2)/56 de 2,36 ares
Section 7 n°(4)/55 de 2,57 ares,
Moyennant le prix de UN Euro (1,00 €) symbolique.

2) Conformément à l'article L 2541-14 du CGCT donne un avis favorable à la cession par le Conseil de Fabrique de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste (ayant son siège social 2 rue de l'Ecole - 67380 Lingolsheim) à l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles provisoirement cadastrées :

Commune de LINGOLSHEIM
Section 7 n°(2)/56 de 2,36 ares
Section 7 n°(4)/55 de 2,57 ares,
Moyennant le prix de UN Euro (1,00 €) symbolique.

Point adopté à l'unanimité

4) Avis sur la vente CUS-Habitat – Eurométropole rue Konrad Adenauer

Dans le cadre de la réalisation d'une liaison piétons-cycles, entre la rue des Prés et la rue Konrad Adenauer à Lingolsheim, l'Eurométropole de Strasbourg doit s'assurer de la maîtrise foncière des emprises nécessaires. L'une de ces emprises, grevée par l'emplacement réservé LIN 29 au Plan Local d'Urbanisme intercommunal, est actuellement propriété de Cus-Habitat. Un accord a été trouvé en vue de la cession, au prix de 13.000 € l'are, les parcelles se situant en zone UCA3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil municipal

Conformément à l'article L 5211-57 du CGCT

- Donne un avis favorable, à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, pour la création d'une liaison piétons-cycles entre la rue Konrad Adenauer et la rue des Prés à LINGOLSHEIM, des parcelles propriété de CUS-Habitat cadastrées :

*Commune de LINGOLSHEIM
Section 14 n°410/50 de 3,00 ares
Section 14 n°413/54 de 1,58 ares,
Soit une surface totale de 4,58 ares*

Moyennant le prix de vente de cinquante-neuf mille cinq cent quarante Euros (59.540,00 €), hors frais éventuels en sus, soit 13.000 € l'are. Les parcelles sont situées en zone UCA3 du Plan Local d'urbanisme intercommunal et grevées de l'emplacement réservé LIN 29, en vue de la réalisation de l'aménagement précité.

Point adopté à l'unanimité

5) Ajustement du programme : Projets sur l'Espace Public de l'année 2019 - voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Par délibération en date du 23 novembre 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé le programme 2019 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Cependant, pour certaines opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises...

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'adopter plusieurs ajustements à ce programme, **sans modification des crédits globaux de paiement y afférents**, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

De plus, des opérations nouvelles complètent le programme 2019, après l'attribution d'une enveloppe complémentaire de 1,250 M€ relative à l'entretien des voiries du patrimoine routier de l'Eurométropole de Strasbourg en agglomération.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg envisage l'aménagement ou l'extension de parcs et aires de stationnement situés sur le territoire des communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa compétence précisée par l'article L.5217-2- I-b du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Pour l'année 2019, sont concernées :

- **le parking de la rue des Alouettes à Lingolsheim pour un montant total estimé à 570 000 € TTC,**
- le parking de la route de Niederhausbergen à Mittelhausbergen pour un montant total estimé à 200 000€ TTC,
- le parking de la rue de la Glacière et Place de la Liberté à Schiltigheim pour un montant total estimé à 110 000€ TTC,
- le parking du 2 rue Matter à Vendenheim pour un montant total estimé à 120 000€ TTC.

Le coût total estimé des opérations correspond à la somme des dépenses liées aux travaux d'aménagement du parking, ainsi qu'aux éventuelles démolitions et acquisitions foncières non encore réalisées. Pour ces projets, par application de l'article L.5215-26 du CGCT, les communes reverseront à l'Eurométropole de Strasbourg cinquante pour cent (50 %) du coût total Toutes Taxes Comprises de chacune de ces opérations financées par l'Eurométropole de Strasbourg. Chaque opération fera l'objet d'une délibération sous la forme d'un fond de concours.

La liste des projets modifiés ou nouveaux est jointe en annexe.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur avril 2019.

Le conseil municipal

Donne un avis favorable à :

- l'ajustement du programme 2019 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de l'Eurométropole (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement), tel que figurant sur la liste des projets de Lingolsheim ci-annexée.

Point adopté à l'unanimité

6) Présentation du projet partenarial d'aménagement concernant l'autoroute A35

Le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (CPPA) : Schéma directeur autour de l'A35 et de l'axe RN4/A351 et au-delà de ces emprises

Dans une volonté d'encourager les projets d'aménagement sur des secteurs complexes qui nécessitent une programmation d'ensemble ambitieuse et diversifiée, la loi n°2018-772 du 23 novembre 2018,

portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN), propose un outil partenarial pour mobiliser l'engagement de toutes les parties prenantes au bénéfice d'une concrétisation rapide des opérations : le Contrat Projet de Partenarial d'Aménagement (CPPA).

Créé par les nouveaux articles L.312-1 et L.312-2 du code de l'urbanisme, cet outil partenarial est un contrat qui associe l'État, et potentiellement toutes autres parties prenantes publiques. Il traduit la volonté d'une démarche partenariale pour porter un projet de territoire dans la durée.

L'article L.312-2 du code de l'urbanisme, prévoit que les communes seront associées à l'élaboration du projet de PPA. Dans cette perspective, les communes sont consultées sur le projet. Leur participation au sein « de l'atelier des territoires », qui se tiendra sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg, permettra de prendre en compte leurs observations et propositions.

En matière de gouvernance locale, l'Eurométropole de Strasbourg, le Conseil Départemental du Bas-Rhin -puis la future collectivité européenne Alsace qui sera créée en janvier 2021-, le Conseil de la région Grand-Est, la ville de Strasbourg et les communes concernées qui le souhaitent seront signataires du Projet de contrat Partenarial d'Aménagement et pleinement intégrées au projet, afin de développer les synergies et de faire fructifier les visions novatrices.

Le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement a pour objet d'étudier et proposer de nouveaux aménagements sur le territoire autour des axes actuels et couvrant la totalité des emprises de l'A35 et de la RN4/A351 et au-delà de ces emprises sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans sa délibération du 3 mai 2019 le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, a approuvé la stratégie du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement et a autorisé le Président ou son-sa représentant-e, à signer le contrat entre l'Etat, la Région Grand-Est, le Conseil départemental, l'Eurométropole de Strasbourg et les communes concernées qui le souhaitent.

Objectifs poursuivis par le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement

Cette réflexion partenariale ouvre de nouvelles perspectives sur le rôle à jouer par la requalification des infrastructures de l'A35 et l'axe RN4/A351, et sur les enjeux d'aménagement et de politique de transport à traiter conjointement autour de ces voies.

Le présent contrat répond notamment à deux objectifs principaux :

- Pérenniser et démultiplier le partenariat actuel autour de la requalification de l'A35 et de l'axe RN4/A351, du « Grenelle des Mobilités », à travers une mobilisation des partenaires institutionnels et d'un élargissement à d'autres co-signataires dans un second temps, pour mettre en synergie toutes les parties prenantes des territoires concernés et des problématiques croisées d'aménagement et de transport.
- Assurer une bonne articulation entre les projets d'aménagement des territoires aux différentes échelles et les évolutions en matière de mobilité.

Les actions prévues dans le cadre du présent CPPA se déclinent en deux principaux temps, « l'atelier des territoires » et les « études pré-opérationnelles ».

- « L'atelier des territoires »

Le Ministère en charge de l'aménagement du territoire, à l'initiative, explore depuis 2006, avec les collectivités locales, de nouvelles approches de projet et de partenariat sur des territoires à enjeux complexes ou en manque d'ingénierie. Dans le cadre du présent CPPA, cette démarche sera déployée, avec le concours financier du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, sur le sujet du devenir des espaces aux abords de l'A35 et de la RN4/A351. Elle sera mise en œuvre de manière adaptée et concertée pour prendre en compte les spécificités du contexte et les attentes des partenaires.

Une équipe rassemblant des compétences pluridisciplinaires, en termes d'analyse territoriale et de

conception urbaine notamment, sera mobilisée. Elle aura vocation à capitaliser et à interroger les travaux et ressources d'ores et déjà mobilisables (expertises développées par l'ADEUS, scénarios d'évolution des infrastructures et mobilités développés dans les comités dédiés) pour structurer des débats et faire émerger des visions communes sur l'avenir du territoire et sur les chemins à suivre pour conduire ces transformations. Les communes sont invitées à participer à « l'Atelier des territoires » qui démarrera dès juillet 2019.

- « Les études pré opérationnelles ».

Les secteurs opérationnels retenus à l'issue de « l'Atelier des territoires », feront l'objet d'études pré opérationnelles, échelonnées dans le temps, permettant de concevoir des futures interventions sur l'aménagement ou le paysagement des espaces attenants, et d'articuler les projets déjà engagés sur des secteurs connexes avec les enjeux d'ensemble.

La mise en place de ce premier contrat de Projet Partenarial d'Aménagement devra,

- s'enrichir de la diversité des territoires,
- apporter des solutions aux attentes, visibles et crédibles, dans des délais rapprochés à titre d'exemple, des actions de pré-verdissement de certaines zones sans mettre en cause la cohérence du projet d'ensemble.

A travers l'ambition d'une métropole durable, il s'agira aussi, de maîtriser l'étalement urbain et la consommation foncière, en donnant toute leur place aux espaces naturels, en renforçant par exemple les îlots de verdure en cœur d'agglomération pour permettre le développement d'îlots de fraîcheur.

Du fait du rôle des voies rapides métropolitaines dans l'accessibilité au cœur d'agglomération, et des coupures qu'elles représentent aujourd'hui dans les territoires qu'elles traversent, ces ambitions devront être inscrites au fondement de tout projet de transformation des espaces. Elles impliquent de viser un développement équilibré des territoires tant à l'échelle de proximité des quartiers autour des infrastructures qu'à l'échelle de l'aire métropolitaine.

Le conseil municipal

approuve

- la stratégie du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement telle que plus amplement exposée au présent rapport et dans le projet de contrat,
- le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement, joint en annexe,
- la participation de la commune aux réflexions qui seront menées dans le cadre de l'Atelier des territoires

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e,

à signer le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement joint en annexe, et ses éventuels avenants d'actualisation, entre l'Etat, la Région Grand-Est, le Conseil départemental, l'Eurométropole de Strasbourg et les communes concernées qui le souhaitent.

Point adopté à l'unanimité

V/ AFFAIRES DU PERSONNEL

1) Créations et suppressions de postes

- **Création d'emplois**

Il est proposé de créer les emplois suivants :

à compter du 1^{er} juillet 2019, afin de renforcer le pôle Finances et de palier aux manques notamment dans le lien avec les services opérationnels, la cellule commande publique et le suivi des subventions :

- 1 emploi d'attaché exerçant les fonctions de contrôleur de gestion à temps complet (emploi permanent)

à compter du 1^{er} juillet 2019, au vu du profil recruté sur le poste vacant de chauffeur-responsable pôle logistique au Centre Technique Municipal :

- 1 emploi d'adjoint technique principal 1^{ère} classe exerçant les fonctions de chauffeur-responsable pôle logistique à temps complet (emploi permanent)

à compter du 1^{er} juillet 2019, dans le cadre d'un avancement de grade de l'agent concerné :

- 1 emploi d'agent social principal à temps complet (emploi permanent)

à compter du 1^{er} septembre 2019, afin de permettre l'accompagnement d'un apprenti au sein du pôle Petite Enfance, dans une logique de formation et de transmission :

- 1 emploi d'apprenti CAP - agent technique en milieu familial et collectif (emploi non permanent)

à compter du 1^{er} octobre 2019, dans une volonté d'intervenir en matière de soutien scolaire et en lien étroit avec l'Education Nationale :

- 11 emplois de vacataires exerçant les fonctions d'enseignants auprès d'élèves en difficulté scolaire (emplois non permanents)

Le vacataire sera chargé d'assurer le soutien scolaire par groupes de 8 enfants environ, à hauteur d'1h30 par groupe sur une période pouvant aller jusqu'à 30 semaines, reconductible après 10 séances. La supervision pédagogique du soutien scolaire est assurée par l'Education Nationale.

Les interventions présenteront un caractère ponctuel et irrégulier.

Un état mensuel permettra de récapituler le nombre de vacations effectuées pour paiement à terme échu.

Le taux de rémunération horaire appliqué au vacataire est fixé à 25 euros bruts.

Cette rémunération à la vacation est établie en tenant compte du montant moyen octroyé par le Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et dans la limite des plafonds applicables, conformément au décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

à compter du 1^{er} juillet 2019, afin de renforcer le pôle Enfance dans le cadre de sa réorganisation, afin de s'inscrire dans une démarche d'accompagnement dans l'emploi et de montée en compétences

- 3 emplois Parcours Emplois Compétences – emplois aidés (emplois non permanents)
- 1 emploi d’animateur à temps complet exerçant les fonctions de coordinateur scolaire (emploi permanent)
- 2 emplois d’Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal 2^{ème} classe exerçant les fonctions d’ATSEM à temps non complet à 80% (emplois permanents)
- 3 emplois d’adjoints d’animation à temps non complet à 80% exerçant les fonctions d’animateur périscolaire et intervenant durant les vacances (emplois non permanents)
- 2 emplois d’adjoints d’animation à temps complet exerçant les fonctions d’animateur périscolaire et intervenant durant les mercredis et les vacances (emplois non permanents)

- **Suppressions d’emplois**

Il est proposé de supprimer les emplois suivants :

à compter du 1^{er} juillet 2019, au vu de la fin de l’engagement de l’agent en poste et suite au renforcement général du service Gestion Urbaine de Proximité sur la compétence surveillance de la voie publique :

- 1 emploi d’adjoint technique principal de 2^{ème} classe exerçant les fonctions d’ASVP pour une durée hebdomadaire de service de 06h00 (emploi non permanent)

à compter du 1^{er} juillet 2019, dans la mesure où le recrutement de l’agent Gestionnaire Ressources Humaines chargé de la mission paie est intervenu sur le grade de rédacteur et non adjoint administratif :

- 1 emploi d’adjoint administratif exerçant les fonctions de Gestionnaire Ressources Humaines à temps complet (emploi permanent)

à compter du 1^{er} juillet 2019, au vu du profil recruté sur le poste vacant de chauffeur-responsable pôle logistique au Centre Technique Municipal :

- 1 emploi d’adjoint technique exerçant les fonctions de chauffeur-responsable pôle logistique à temps complet (emploi permanent)
- 1 emploi d’adjoint technique principal 2^{ème} classe exerçant les fonctions de chauffeur-responsable pôle logistique à temps complet (emploi permanent)

à compter du 1^{er} septembre 2019, dans le cadre de la réorganisation du pôle Enfance à compter de la rentrée 2019-2020 :

- 1 emploi d’Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal 2^{ème} classe exerçant les fonctions d’ATSEM à temps complet (emploi permanent)
- 1 emploi d’Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal 2^{ème} classe exerçant les fonctions d’ATSEM à temps non complet à 40% (emploi permanent – poste adapté)
- 9 emplois d’adjoints d’animation à temps non complet à 40% exerçant les fonctions d’animateur périscolaire (emplois non permanents)

Le conseil municipal

Vu l’avis du comité technique en date du 24 juin 2019

- Approuve les créations et suppression d’emplois présentés ci-dessus

Point adopté à l'unanimité

2) Organisation pôle enfance

Le pôle Enfance a dressé un bilan de son activité faisant apparaître les difficultés suivantes :

- L'articulation entre les 3 temps (scolaire, périscolaire et extrascolaire)
- L'encadrement de terrain
- L'encadrement supérieur
- L'élargissement des compétences du pôle enfance
- Le recrutement

Afin de répondre à ces problématiques, il a été décidé de mettre l'accent sur les axes suivants :

- Axe 1 : repositionner la direction du Pôle Enfance
- Axe 2 : mettre en place un encadrement intermédiaire de terrain
- Axe 3 : repenser le recrutement des animateurs (*selon créations/suppressions de postes*)
- Axe 4 : repenser le recrutement des ATSEM (*selon créations/suppressions de postes*)

Vous trouverez ci-après en annexe l'organigramme correspondant.

Le conseil municipal

Après avis du comité technique du 24 juin 2019

Vu les créations de postes proposées dans un point précédent pour améliorer l'organisation du pôle enfance

- Entérine l'évolution de l'organigramme du pôle enfance tel que présenté en annexe.

Point adopté à l'unanimité

3) Obligation d'emploi de travailleurs handicapés - Rapport relatif à l'emploi de travailleurs handicapés – Année 2018

Les données renseignées pour la Ville lors de la déclaration annuelle obligatoire effectuée au F.I.P.H.F.P. (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) avant le 31 mai 2019 pour l'année 2018, sont reprises ci-dessous :

La situation est à considérer au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des 160 agents rémunérés au 1^{er} janvier 2018 (chaque agent rémunéré compte pour une unité), la Ville a une obligation d'emploi de travailleurs reconnus handicapés de **9 agents** :

$160 \text{ agents} \times 6\% = 9,6 \text{ agents TH}$ (arrondi à l'entier inférieur).

Au 1^{er} janvier 2018, la collectivité employait 8 agents reconnus travailleurs handicapés.

La ville a également fait appel aux entreprises adaptées pour la réalisation de prestations (nettoyage des locaux, travaux de manutention, entretien des espaces publics) et pour des fournitures (produits et petits matériels d'entretien, consommables de bureau).

Les dépenses idoines ont atteint en 2018, la somme de 206 504,76 euros correspondant à 11 unités en « équivalents bénéficiaires », obtenus par le ratio suivant (11,88 arrondi à l'entier inférieur) :

206 504,76 euros / 17 375,78 euros (traitement brut annuel minimum de la fonction publique d'un agent à temps complet au 31/12/2018)

Cependant, les « équivalents bénéficiaires » sont plafonnés à 50 % de notre obligation d'emploi, soit

9 agents x 50% = 4,5 unités.

→ Pour la Ville, le taux d'emploi légal, c'est-à-dire réajusté après intégration des « équivalents bénéficiaires » est de **7,81 %** après le calcul suivant :

8 agents reconnus TH + 4,5 unités (équivalents bénéficiaires)

160 agents rémunérés au 1^{er} janvier 2018

Le CCAS, dont l'effectif est inférieur à 20 agents « Equivalent Temps Plein » n'est pas assujetti à l'obligation d'emploi.

Le conseil municipal

Après présentation en comité technique le 24 juin 2019

- acte le taux d'emploi de travailleurs handicapés.

Point adopté à l'unanimité

4) Prévoyance – renouvellement du contrat de groupe

La prévoyance vise à garantir les agents contre les risques de pertes de revenus liées aux statut de la fonction publique, notamment en matière d'incapacité temporaire de travail avec le maintien de salaire à compter du passage à demi-traitement, pour l'invalidité permanente le versement d'une rente et enfin, en cas de décès, le versement d'un capital.

La ville et le CCAS de LINGOLSHEIM avaient choisi en 2012 d'adhérer à un contrat d'assurance groupe pour le risque Prévoyance. Ce contrat arrive à échéance au 31 décembre 2019. Aussi, le Centre de Gestion a entamé une démarche de renouvellement de ce contrat.

Ce choix n'engage en rien la collectivité. En effet, la ville et le CCAS de LINGOLSHEIM conservent dans tous les cas la possibilité de ne pas adhérer in fine au contrat groupe si les conditions obtenues ne convenaient pas.

Au vu de ces éléments, il est proposé :

- De donner mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin, dans le cadre du marché public organisé par le Centre de Gestion, pour procéder pour son compte à une demande de tarification pour un contrat d'assurance prévoyance
- De prendre acte que le nouveau contrat prendra effet au 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 6 ans et sera géré sous le régime de la capitalisation
- De prendre acte que les taux de cotisation et les garanties proposées seront communiquées par le Centre de Gestion à l'issue de la consultation afin que la collectivité puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le Centre de Gestion à compter du 1^{er} janvier 2020

- Le montant de la participation employeur pour le risque prévoyance est à ce jour de
 - Montant net annuel par agent : 60 euros
 - Montant net mensuel par agent : 5 euros

✓ **Projet de participation financière de la collectivité**

La participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat groupe d'assurance souscrit pour son caractère solidaire et responsable par le Centre de Gestion du Bas-Rhin.

Afin d'encourager les agents à adhérer à la prévoyance, il est proposé que la participation puisse évoluer au 1^{er} janvier 2020 en fonction des résultats de la consultation et des options proposées

Le conseil municipal

- donne mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin, dans le cadre du marché public organisé par le Centre de Gestion, pour procéder pour son compte à une demande de tarification pour un contrat d'assurance prévoyance
- prend acte que le nouveau contrat prendra effet au 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 6 ans et sera géré sous le régime de la capitalisation
- prend acte que les taux de cotisation et les garanties proposées seront communiquées par le Centre de Gestion à l'issue de la consultation afin que la collectivité puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le Centre de Gestion à compter du 1^{er} janvier 2020
- Souhaite favoriser l'adhésion à la prévoyance pour l'ensemble des agents et au vu des résultats de la consultation se positionnera avant la fin de l'année pour une évolution de la participation employeur.

Point adopté à l'unanimité

VI/ DIVERS

1) Avis sur la vente de l'ensemble immobilier Saint Marc (une église et un presbytère)

La paroisse protestante de Lingolsheim souhaite vendre l'église et le presbytère St Marc situé rue de Franche Comté moyennant le prix de 600 000 € et comprenant 20.81 ares à l'église protestante libre de Strasbourg qui l'utilise déjà comme lieu de culte. Le notaire en charge de la transaction sollicite l'avis du conseil municipal conformément à l'article L2541-14 du Code général des collectivités territoriales.

Le conseil municipal

- Vu l'article L2541-14 du Code général des collectivités territoriales.
- Vu l'accord d'acquisition lors de l'assemblée générale extraordinaire du 5 juillet 2018 (extrait PV joint) de l'église protestante libre de Strasbourg dont le siège est à 67230 WESTHOUSE

Donne un avis favorable à la vente par la paroisse protestante de Lingolsheim à l'église protestante libre de Strasbourg de l'ensemble immobilier St Marc cadastré section 31 n° 124/ d'une contenance de 20.81 ares.

Point adopté à l'unanimité

2) Information sur le plan climat 2030 de l'EMS.